

M.S. Ronald COMMERS, Wim VANDEKERCKHOVE et An VERLIDEN  
(dir.), *Ethics in an Era of Globalization*, 2008, Aldershot,  
Ashgate, 251 p.

Sylvie Ramel

Volume 40, numéro 4, décembre 2009

Conflits gelés dans l'espace postsoviétique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/038937ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/038937ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ramel, S. (2009). Compte rendu de [M.S. Ronald COMMERS, Wim  
VANDEKERCKHOVE et An VERLIDEN (dir.), *Ethics in an Era of Globalization*,  
2008, Aldershot, Ashgate, 251 p.] *Études internationales*, 40(4), 648–650.  
<https://doi.org/10.7202/038937ar>

en compte que les faits. Il s'agit plutôt d'une pensée nuancée recommandant la prise en considération des éléments d'utopie et de réalisme pour fonder toute pensée politique profonde. À partir de cette redécouverte d'Edward Carr dont la caricature de sa pensée a souvent servi dans les relations internationales la prépondérance du réalisme aux dépens de la morale et des valeurs, est mise en exergue une conception holistique du raisonnement éthique en phase avec les capacités heuristiques du constructivisme. Ici, il est considéré que la démarche sociologique des constructivistes au sujet des fondations normatives de l'ordre international consiste aussi en un dialogue avec les philosophes et théoriciens politiques préoccupés par des enquêtes normatives.

Jonathan Havercroft propose de faire de la norme du consentement le fondement de la promotion de la reconnaissance des peuples indigènes. Cette proposition s'oppose en s'opposant à la non-reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples indigènes. Dans une perspective normative, le rejet du droit des peuples indigènes à l'autodétermination est considéré comme le sommet de l'hypocrisie, le droit à l'autodétermination étant le droit de tous les peuples, y compris les peuples indigènes. L'analyse constructiviste a ici le mérite de proposer un gisement d'actions que les activistes peuvent entreprendre pour promouvoir l'application de la Déclaration sur les droits des peuples indigènes. Ces actions s'articulent autour de la mise en exergue de l'hypocrisie des États qui excluent les peuples indigènes des peuples pouvant exercer le droit à l'autodétermination, des injustices sociales générées par le *statu quo*, du coût économique du *statu quo* et de la désobéissance civile.

La contribution de Marc Lynch se fonde sur le cas empirique des sanctions contre l'Irak avancé pour mettre en relief l'argument moral en interaction avec l'hypocrisie dans les relations internationales. L'analyse constructiviste montre que la sincérité n'est pas nécessairement désirable dans les relations internationales et que seul importe le fait que les États deviennent prisonniers de leur adhésion rhétorique à la morale, adhésion pouvant être utilisée pour exercer des pressions contre eux. L'hypocrisie devient ainsi un mécanisme de changement moral.

Ces contributions, à l'image de celles de Katryn Sikkink, d'Amy Gurowitz, de Martha Finnemore, d'Ann Towns, de Bahar Rumili et de Richard Price, font suffisamment ressortir l'interaction entre l'empirique et le normatif. Le principal mérite de l'ouvrage dirigé par Richard Price est de montrer la dimension éthique du constructivisme. Toutefois, il reste que cet ouvrage a le défaut de vaciller entre positivisme et postpositivisme, objectivité et subjectivité, faits et valeurs. À la fin, il en découle un mélange des genres qui brouille le repérage de l'identité de la démarche scientifique.

Luc SINDJOUN

*Département de science politique  
Université de Yaoundé II, Cameroun*

### **Ethics in an Era of Globalization**

*M.S. Ronald COMMERS,  
Wim VANDEKERCKHOVE  
et An VERLIDEN (dir.), 2008,  
Aldershot, Ashgate, 251 p.*

Présenté par ses directeurs comme un manifeste pour un nouveau paradigme de recherche centré sur l'élaboration d'une « éthique globale », l'ouvrage de Commers et de ses collaborateurs

représente sans aucun doute un livre de référence. Faisant suite à la conférence de lancement de l'International Global Ethics Association (IGEA), ce livre réunit une douzaine d'auteurs issus des sciences sociales, de l'anthropologie, de la philosophie morale, de la philosophie politique et de l'économie politique.

L'intérêt principal de ce travail collectif est d'établir le lien entre les débats de longue date associés au cosmopolitisme, aux questions de justice globale ainsi qu'aux études du développement, tout en inscrivant la réflexion dans un champ plus large de relations internationales. Par ailleurs, les différents auteurs s'efforcent de prendre en compte les pôles théoriques et pratiques des questions mises en lumière par la notion d'« éthique globale », ainsi perçue dans une perspective interdisciplinaire. De ce fait, comme le soulignent les éditeurs de l'ouvrage, la plus-value de celui-ci relève avant tout d'une mise en perspective et d'une mise en lien de débats qui ont cours parfois depuis plusieurs décennies. En outre, la plupart des contributions offrent un important appareil critique qui permettra aux spécialistes des différentes disciplines concernées de se familiariser avec les enjeux principaux des divers champs de recherche évoqués.

De manière générale, trois axes principaux de réflexion sont explorés : 1) Comment s'articule la question de la « responsabilité » dans le contexte de la globalisation ? 2) Comment une « éthique de la globalisation » pourrait-elle permettre une redéfinition des rapports d'altérité entre Nous et les Autres ? 3) Comment une « éthique de la globalisation » relève-t-elle principalement d'un dépassement des dichotomies ainsi que de l'établissement de passerelles (*bridging the gap*) entre différentes

approches théoriques, mais aussi entre différentes disciplines ?

Si la notion de « responsabilité » est interrogée dans la plupart des contributions, Thomas Mertens la discute de manière particulièrement détaillée. Il prend comme point de départ l'approche utilitariste de Peter Singer : si les habitants des pays les plus riches aident ceux des pays pauvres, ce n'est pas une question de charité, mais de devoir moral, l'objectif étant d'augmenter le bien-être au niveau global, et non au niveau de l'une ou l'autre communauté. Mertens contraste cependant le travail de Singer avec l'ouvrage clé de John Rawls, *A Theory of Justice* (1971). Partant, Mertens souligne la difficulté pour les individus de s'identifier au-delà de leur propre société d'appartenance (*domestic society*) et surtout de reconnaître les problèmes de sociétés plus éloignées comme relevant non de charité ou de bonté (*benevolence*), mais de devoir d'aide (*duty to assist*), comme Rawls le développera ultérieurement dans *The Law of Peoples* (1999). Une difficulté que Mertens relie à l'incapacité des pays riches à reconnaître qu'une part de leur richesse découle du maintien dans l'état de pauvreté d'autres pays. Approfondissant la réflexion, Mertens relève la différence entre un processus de négociation au niveau international, impliquant des États et donc des peuples, et une approche cosmopolitique qui impliquerait directement les individus. Dans sa conclusion, l'auteur suggère néanmoins une voie médiane : s'appuyer sur les travaux de Rawls pour inclure, dans une perspective multilatérale, la notion de *duty to assist* dans le droit international, tout en admettant que les implications d'une telle notion restent à définir, dans une perspective cosmopolitique, sur le plan individuel.

En lien direct avec cette question du « devoir d'aide », différents auteurs de ce corpus évoquent la (re-)définition du rapport d'altérité qu'impliquerait une « éthique de la globalisation ». Ainsi, Commers souligne que, pour comprendre ce qui caractériserait une « éthique globale » contemporaine, il est nécessaire d'explicitier le « nous » à partir duquel ce discours s'élabore, ainsi que d'identifier ceux à qui il s'adresse. Afin de désamorcer la problématique fondamentale d'un possible rapport hégémonique Nous/Eux qu'entraîne la construction d'un tel discours, Commers suggère une perspective radicalement dialogique, en référence à Bakhtin et Buber, mais aussi Lévinas et Jankélévitch.

Dans la même veine, Verlinden propose la notion de *contextual global ethics*, en tant que « troisième voie » qui tiendrait compte du pluralisme culturel et de la diversité des points de vue théoriques. Le renouvellement conceptuel ici proposé est double : sur le plan épistémologique, il s'agit de mettre l'accent sur la dimension interdisciplinaire de l'« éthique globale » comme nouveau paradigme de recherche ; sur le plan herméneutique et phénoménologique, il s'agit de développer une approche de « l'entre-deux ». À l'appui de cette approche renouvelée, Verlinden fait référence, entre autres, à la notion développée par Buber de « sphère interhumaine ».

À relever, enfin, l'effort constant de la plupart des contributions pour dépasser les dichotomies entre local et global, communautarisme et libéralisme ou particularisme et universalisme, et tenter ainsi de rendre compte au mieux de la complexité et des ambivalences qu'implique une éthique *appliquée*. Ainsi, Widdows met en relation la critique non

occidentale élaborée à l'égard du potentiel hégémonique de l'« éthique globale » avec différents courants de pensée occidentaux ayant interrogé de l'intérieur cette question du rapport de pouvoir : courants féministes, éthique du soin (*care*) ou éthique de la vertu. Widdows suggère ainsi d'inclure dans le développement même de l'« éthique globale » comme nouveau paradigme de recherche une dimension critique et réflexive. Une approche que la plupart des auteurs de cet excellent ouvrage collectif s'efforcent de mettre en œuvre et qui devrait ainsi permettre, à terme, d'élaborer un rapport à l'Autre dans une perspective plus inclusive.

Sylvie RAMEL

Département de science politique  
et Institut européen de l'Université de Genève

### **Peace. A History of Movements and Ideas**

David CORTRIGHT, 2009, Cambridge,  
Cambridge University Press, 376 p.

Dans beaucoup de manuels de relations internationales, la paix fait l'objet de nombreuses définitions. Pour certains auteurs, il s'agit de la période entre deux conflits armés, c'est-à-dire des guerres ; pour d'autres, en plus de l'absence de la guerre, il est surtout question d'assurer le maintien d'une société juste et ordonnée. C'est ainsi qu'on parle de paix négative – absence de la guerre – et de paix positive – la présence de la justice. Ce que la paix n'est pas, par contre, c'est une situation sans conflit, cette condition, voire cet aboutissement normal des interactions entre sociétés et États. Le défi pour ceux qui prônent la paix est de trouver à tout conflit une résolution non violente. La paix, pour eux, est ainsi un processus plutôt qu'un aboutissement.